

Vue d'ensemble des groupes fondamentalistes au Pérou

Vue d'ensemble des groupes fondamentalistes au Pérou

Observatorio de los Grupos Anti-derechos
Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos (PROMSEX)

Jaris Mujica et Mauricio Cerna

Les organisations qui travaillent pour les droits sexuels et reproductifs doivent faire face à l'aile conservatrice du catholicisme et à des individus qui, faisant partie des institutions publiques, intègrent également des groupes religieux fondamentalistes. Dans ce contexte, l'étude du phénomène fondamentaliste et conservateur représente un exercice qui nous permet de générer des connaissances et un discours politique pro-droits. Ainsi, diffuser des informations concernant l'organisation de groupes fondamentalistes (leur structure institutionnelle, leur insertion dans l'administration publique et dans la structure de l'Église catholique du Pérou, de leurs actions) constitue une stratégie visant à défendre les principes démocratiques et les droits humains sur lesquels reposent la santé sexuelle et reproductive.

Dans la présente étude de cas, deux membres de l'[Observatorio de Grupos Anti-derechos](#) del Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos (Observatoire des Groupes anti-droits du Centre pour la promotion et la défense des droits sexuels et reproductifs, [PROMSEX](#), selon l'acronyme espagnol) présentent une approche de la notion de fondamentalisme religieux sur laquelle ils travaillent, suivie d'une synthèse des principales actions et de l'insertion politiques des groupes fondamentalistes du Pérou. Enfin, ils décrivent les stratégies utilisées par PROMSEX pour faire des recherches et des suivis, ainsi que l'impact que la diffusion de ces connaissances a sur les activistes pour les droits des femmes et sur la citoyenneté péruvienne en général.

Politique et religion : les fondamentalismes

Les fondamentalismes religieux représentent une forme d'expression et l'imposition de croyances religieuses. Ils ne résident pas seulement dans le radicalisme extrême de la guerre sainte ou dans l'annulation

des dispositions politiques de la modernité. En Amérique latine, et au Pérou particulièrement, plusieurs de ces groupes forment des organisations politico-religieuses qui ont un certain pouvoir économique qui leur permet d'infiltrer la démocratie formelle à travers l'utilisation des outils de celle-ci, en même temps qu'ils utilisent des discours qui violent les droits et libertés des personnes. Ces organisations basent leurs stratégies et la structure de leurs discours sur le principe de l'« inerrance » (l'idée d'être toujours libre d'erreur) des Saintes écritures ou du Pape. Leurs axes conceptuels sont conçus comme universels et indéniables et leurs dirigeants ont souvent incarné des images messianiques.

Dans de nombreux cas, les groupes fondamentalistes ont agi en dehors de l'État, car leur but était de le réduire afin de créer une liaison capable de relier le monde de Dieu avec celui des « hommes ». Cependant, il y a aussi eu des groupes qui ont choisi de ne pas s'opposer à l'État, mais d'en faire partie à travers des politiques publiques visant à perpétuer les fondements divins au quotidien (y compris par la démocratie). C'est le cas du Pérou, où le fondamentalisme religieux n'a pas une attitude d'opposition ou de rupture directe avec l'État démocratique formel, mais comme un ensemble de pratiques et de discours qui réinterprètent et qui adaptent la démocratie et les droits humains à la lumière des principes bibliques et papaux. Au-delà de leur insertion dans les processus formels de la démocratie, les groupes fondamentalistes montrent une attitude qui la contredit, puisque leurs objectifs sont d'imposer leurs croyances et leurs modes de vie à toute la population ainsi qu'une restriction des droits civils.

Grosso modo, nous pouvons dire que les acteurs/rices fondamentalistes péruviens/nes peuvent être définis comme « naturalistes », de « droite catholique », liés à des groupes économiquement puissants et guidés par des directives mondiales.

Le caractère naturaliste des groupes fondamentalistes réside dans leur défense de la « loi naturelle » qui, selon le conservatisme de la hiérarchie supérieure de l'Église catholique, est un précepte de Dieu: les hommes et les femmes hétérosexuelles s'unissent par les liens du mariage pour procréer car là réside « le mystère de l'amour de Dieu ». Cette position sert de base à toute une série de récits voués à donner un sens aux actions que ces groupes réalisent. Ces actions sont le résultat de la corrélation entre les stratégies mondiales et les locales visant à éviter que les droits sexuels et reproductifs soient soutenable.

Loi Naturelle ou 'Normalité'	'Antinaturelle' ou 'Anormale'
Mariages ou unions entre personnes de sexes différents	Mariages ou unions entre personnes du même sexe
Hétérosexualité	Diversité sexuelle
Vivre la sexualité à des fins de reproduction et comme expression de la « nature » masculine ou féminine	Vivre la sexualité à des fins de jouissance personnelle du corps et comme une forme d'expression de la diversité sexuelle
Relations sexuelles ouvertes à la possibilité de reproduction	Utilisation de moyens anticonceptifs
La maternité en tant que destin réel ou symbolique de la femme	Ne pas être mère
La grossesse en tant que mystère de l'amour (l'interruption de grossesse n'est pas admise)	La grossesse en tant que choix de la femme (l'interruption de grossesse est admise)
Famille hétérosexuelle	Famille homosexuelle

Une autre caractéristique de ces groupes est la composition sociale de leurs cadres. Les dirigeants/es de ces organisations sont des universitaires qui, dans la plupart des cas, ont des masters ou des doctorats. Ils/elles participent activement dans des centres de formation académique. Il est habituel que leurs liens avec les secteurs ultraconservateurs de l'Église catholique remontent à leur histoire familiale et à leur passage dans les écoles catholiques où vont les classes moyennes et supérieures. Il convient de noter que les dirigeants fondamentalistes sont des individus dont la position sociale leur donne la capacité de comprendre les mécanismes de la démocratie formelle (et leurs failles), pour ainsi accéder là où les décisions du gouvernement sont prises et où ils peuvent bloquer et éliminer les politiques en faveur des droits sexuels et reproductifs. C'est pourquoi le fondamentalisme religieux au Pérou n'est pas en rupture avec l'organisation ou avec le cadre réglementaire de l'État, au contraire, il sait comment transposer le « regard naturaliste » sur les politiques publiques et les lois nationales.

L'impact politique des groupes fondamentalistes dans les politiques publiques

Selon les groupes fondamentalistes, les politiques publiques doivent permettre aux personnes de vivre selon les préceptes de Dieu ou la « loi naturelle ». Cela les encourage à concevoir et à mettre en œuvre des politiques en accord avec leurs points de vue et aussi à travailler à l'invalidation ou

la non-application des normes et projets qu'ils jugent profanes, c'est à dire, contraires à la « loi naturelle ». Pour ce faire, les groupes fondamentalistes ont développé une efficace division sociale du travail, sans perdre la capacité à maintenir des relations entre eux ni à s'organiser pour des objectifs mondiaux tels que le moratoire mondial sur l'avortement¹.

Au Pérou, le travail des groupes fondamentalistes se concentre sur le développement de discours contre les droits sexuels et reproductifs et contre les approches de genre, pour la promotion et la mise en œuvre de politiques éducatives et de santé en vertu des préceptes de la théologie naturelle. Ils font également un travail de plaidoyer pour promouvoir la non-application des politiques assurant la santé et la vie des femmes, contre l'intégration civique des lesbiennes, gays, bisexuels/elles et transgenres (LGBT) et contre l'exercice d'une sexualité sans risque. Ils passent également leur temps à attaquer, diffamer et faire campagne contre les défenseurs/ses des droits sexuels et reproductifs en employant des moyens électroniques, publicitaires et politiques, et en surveillant qu'ils/elles ne commettent pas d'actes « illégaux ». Ces activités sont menées par des organisations telles que l'Opus Dei, el Sodalicio de la Vida Cristiana (Société de vie apostolique, SVC, selon les sigles en espagnol), le Centro de Promoción Familiar y Regulación Natural de la Natalidad (Centre pour la Promotion de la Famille et de la régulation naturelle des naissances, CEPROFARENA, selon l'acronyme espagnol), le Population Research Institute (Institut de recherche sur la population, PRI, selon les sigles en anglais) et l'Alianza Latinoamericana para la Familia (Alliance latino-américaine pour la famille, ALAFA, selon l'acronyme espagnol), que nous décrirons en détail dans les paragraphes suivants.²

Fonctions et dispositions sociales dans le domaine politique des groupes fondamentalistes au Pérou

La formation des élites et la Prélature de l'Opus Dei

La Prélature de l'Opus Dei s'est installée au Pérou au milieu des années 50 à la demande de l'archevêque de Lima, le Cardinal Guevara³. En moins de soixante ans, cette institution a réussi à se positionner politiquement grâce à la création d'écoles dirigées aux classes élevées et à « l'aristocratie péruvienne »⁴, à travers la présence de ses membres dans les postes élevés de l'État⁵ et par la mise en œuvre de projets de développement économique durable dans les zones rurales⁶. Ainsi, l'Opus Dei a réussi à s'établir comme une organisation qui, à travers la Conférence épiscopale et l'État, est capable de promouvoir la censure et la non-application des lois protégeant le droit à la vie et à la santé des femmes et des citoyens en général. Ses membres cherchent à dominer la structure bureaucratique de

l'Église péruvienne et à faire pression sur l'État. Et de fait, ils y sont parvenus, car onze des vingt évêchés péruviens actuels sont entre les mains de l'Opus Dei. En outre, l'archevêque de Lima, Juan Luis Cipriani, membre de la prélature, se manifeste publiquement et souvent contre l'avortement, l'euthanasie thérapeutique et les pilules contraceptives d'urgence (PCU). En janvier 2009, Cipriani a été décoré par le président péruvien Alan Garcia, de l'Ordre du Soleil du Pérou au grade de Grand Croix.

Le charisme politico-religieux : le Sodalicio de la Vida Cristiana (SVC)

La SVC est une société de vie apostolique⁷ qui naît au Pérou grâce à Luis Fernando Figari. Actuellement, elle a des représentations en Amérique latine, en Europe et en Asie, opérant sous le nom de [Movimiento de Vida Cristiana](#) (Communauté de vie chrétienne). Les principales tâches de la SVC sont la catéchèse des fidèles, la réalisation d'activités qui favorisent la propagation des idées fondamentalistes et l'organisation de groupes liés à ses principes avec ses plus de quarante mille membres.

Elle dispose d'un portail pour la diffusion des nouvelles liées à la religion, ACI Prensa⁸ et Ve-Multimedios, qui est l'institution apostolique chargée de fournir l'assistance technique pour le développement de pages web et des cours en ligne pour les fondamentalistes. Elle est également propriétaire de l'Université catholique San Pablo. La SVC accomplit également des actions de pression politique pour empêcher l'avancée des initiatives qui ne correspondent pas à la « loi naturelle », comme elle l'a fait pour annuler le protocole d'avortement thérapeutique dans la Région d'Arequipa au sud du Pérou⁹.

L'aile médicale des fondamentalismes : le Centro de Promoción Familiar y Regulación Natural de la Natalidad (CEPROFARENA)

Le CEPROFARENA est une organisation non gouvernementale affiliée au groupe fondamentaliste [Vida Humana Internacional](#) (VHI selon les sigles en espagnol, [Human Life International-HLI](#), selon les sigles en anglais). Son travail consiste à mettre en relation les pratiques médicales avec le discours dogmatique religieux pour soutenir l'opposition politique aux droits sexuels et reproductifs.

De manière similaire à l'Opus Dei, le CEPROFARENA a des membres qui entretiennent des liens étroits avec les institutions de l'administration publique. Parmi ses membres, ses sympathisants et ses anciens dirigeants nous comptons des anciens ministres et vice-ministres, des parlementaires, des conseillers ministériels et des membres des commissions de

bioéthique qui ont utilisé leurs conceptions religieuses pour formuler des propositions antidémocratiques telles que l'interdiction de la distribution gratuite des pilules contraceptives d'urgence —PCU, parmi les femmes les plus pauvres¹⁰, la célébration de la Journée de l'enfant à naître, la pénalisation de l'avortement et l'opposition aux unions entre personnes de même sexe. Il constitue l'« aile médicale » des groupes fondamentalistes.

Lobbying politique et diffamation : Population Research Institute (PRI)

Le Population Research Institute (Institut de recherche sur la population, PRI, selon les sigles en anglais) travaille sur la base de directives mondiales qui se concrétisent dans les politiques de santé des différents pays. Il se consacre à bloquer le financement des institutions qui veillent aux droits sexuels et reproductifs de la citoyenneté, il fait du lobby, conseille des parlementaires et propose des lois pour interdire l'utilisation de la contraception, le mariage homosexuel et l'avortement thérapeutique, en plus de porter atteinte, de manière générale, à la laïcité de l'État.

En Amérique latine, le siège social du PRI se trouve au Pérou et il est représenté par Carlos Polo, un des militants les plus importants au sein des groupes fondamentalistes. En tant qu'activiste et président du bureau du PRI en Amérique latine, Polo ne limite pas ses actions de lobby au parlement péruvien, il est également présent dans tous les pays d'Amérique latine où la conjoncture politique pourrait affecter les intérêts des fondamentalistes. En plus de son travail de lobbying, le PRI constitue également un mécanisme visant à discréditer les groupes pro-droits sexuels et reproductifs.

La pédagogie fondamentaliste : Alianza Latinoamericana para la Familia (ALAFA)

L'Alianza Latinoamericana para la Familia (Alliance latino-américaine pour la famille, ALAFA, selon l'acronyme espagnol) est une organisation fondamentaliste née au Venezuela et qui possède des liens forts avec l'Opus Dei. Elle a réussi à élargir son réseau de contacts grâce aux liens économiques que ses dirigeants ont tissé.

Le rôle qu'elle remplit est très spécifique car elle se centre sur la création de programmes éducatifs intitulés « Apprendre à aimer », qui sont diffusés à travers le réseau d'écoles catholiques. L'ALAFA diffuse, met en œuvre et enseigne les idées du fondamentalisme catholique aux enfants dans leurs écoles (dont certaines appartiennent au Sodalicio ou à l'Opus Dei).

En outre, lorsque la situation politique le justifie, l'ALAFA participe à des campagnes mondiales contre le travail en faveur des droits sexuels et

reproductifs. Elle fait également du lobbying auprès d'institutions éducatives, des forums d'enseignants et auprès du [ministère de l'Éducation](#) (MINEDU). Elle constitue le bras pédagogique du fondamentalisme.

Le fondamentalisme contre le travail pour les droits sexuels et reproductifs

Les groupes fondamentalistes fonctionnent en tant qu'institutions indépendantes mais forment un système avec une dynamique d'intégration conjoncturelle et une logique de division du travail. Ils ont construit une structure fondée sur une identité qui distingue de manière dichotomique : la normalité/l'anormalité, la culture de la vie/la culture de la mort, les autres/nous. Grâce à sa division sociale du travail, ses stratégies combinent l'intégration d'un discours scientifique-religieux à la pratique médicale, le travail éducatif, le lobbying parlementaire, les propositions normatives et les interprétations juridiques des avocats/es et des fonctionnaires publics fondamentalistes qui font partie de l'appareil de l'État.

Au Pérou, l'existence de groupes fondamentalistes ne peut pas s'expliquer sans analyser le pouvoir politique des secteurs conservateurs de l'Église catholique, avec qui ils partagent les croyances, les objectifs et la complémentarité au travail. En effet, les secteurs conservateurs de l'Église catholique semblent être imprégnés par leur rôle évangéliste et font savoir que ce sont leurs laïcs « les apôtres appelés à créer le moment propice pour que Dieu puisse construire son royaume ». Toutefois, cette affirmation est contradictoire vu que le clergé transpose, parfois, ses préceptes sur le domaine politique.

Il convient de noter que l'organisation normative de l'État péruvien est conçue pour permettre que l'Église catholique participe au domaine politique et il existe également un contexte social et juridique¹¹ qui permet que les laïcs catholiques aient une place dans les espaces de prise de décision et dans la formulation des politiques publiques.

La séparation poreuse ou inexistante, entre le pouvoir de l'Église et de l'État dans la pratique, a provoqué la non-application ou des tentatives d'annulation de lois et de politiques publiques relatives à la santé sexuelle et reproductive. Les groupes fondamentalistes ont pris place au sein d'institutions de l'administration publique, y compris le [Congrès](#), le [ministère de la Santé](#) (MINSA), le susmentionné MINEDU et le [ministère de la Justice](#) (MINJUS). Pour eux, chacun de ces espaces représente un objectif politique, parce que de ces institutions, ils peuvent concevoir des politiques capables de restreindre la liberté publique. C'est pourquoi le MINSA¹² est devenu le centre où les lois, qui assurent la santé et la vie des femmes ainsi que leur citoyenneté, sont bloquées et non-appliquées. En outre, le

MINJUS constitue le point central pour influencer le domaine légal et où les secteurs les plus conservateurs de l'Église catholique opèrent à travers la [Dirección de Asuntos Católicos](#) (Bureau des affaires catholiques). Le Congrès est l'institution où le lobby exercé sur les parlementaires a pour but d'introduire les propositions politiques fondamentalistes, telles que la formation d'un ministère de la Famille, la pénalisation de l'avortement thérapeutique et l'interdiction de la distribution de la PCU aux femmes pauvres, entre autres.

La production de connaissances et l'attitude politique de PROMSEX

La promotion et la défense des droits sexuels et reproductifs constituent un des piliers du travail en faveur des droits humains qui encoure un danger constant en raison de l'organisation et du positionnement politique des groupes fondamentalistes et de la hiérarchie conservatrice de l'Église catholique. Cette situation a conduit PROMSEX à essayer de comprendre le phénomène fondamentaliste, initialement appelé phénomène conservateur ou anti-droits. Ainsi, nous avons cherché à déconstruire le discours de ces groupes, à étudier leurs réseaux sociaux, à identifier leurs objectifs et leurs dirigeants clés pour développer des arguments plus précis et pour générer des connaissances spécifiques pour leur faire face. Grâce aux résultats de ses recherches, PROMSEX a réussi à publier « *Economía política del cuerpo: la reestructuración de los grupos conservadores y el biopoder* »¹³ (l'économie politique du corps : la restructuration des groupes conservateurs et le biopouvoir).

Nous avons créé, par la suite, l'Observatorio de los Grupos Anti-derechos¹⁴ (Observatoire des groupes anti-droits), qui se consacre à enregistrer, analyser et à faire connaître les activités que les groupes fondamentalistes réalisent pour affaiblir les agendas sur les droits sexuels et reproductifs. Initialement, nous nous concentrons sur la description des événements du Pérou. Toutefois, étant donné que ces organisations suivent des directives mondiales et s'appuient sur des réseaux qui existent dans différents pays, nous avons dû analyser la situation politique en Équateur, El Salvador, Costa Rica et le Nicaragua, afin de tenir compte du caractère mondial des stratégies fondamentalistes. Dans le cadre des activités de l'Observatoire, des bulletins mensuels sont rédigés et distribués pour faire connaître les autres organisations impliquées dans la question des droits sexuels et reproductifs et les principales activités de l'aile conservatrice de l'Église catholique et des groupes fondamentalistes. De cette manière, nous avons réussi à alerter différentes institutions pour qu'elles puissent élaborer des stratégies de réponse. Tel est le cas d'El Salvador, où il a été possible d'anticiper les conséquences d'une campagne menée par une organisation liée à Vida Humana

Internacional en Amérique centrale, qui consistait à recueillir des signatures contre l'avortement au parlement.

Le travail de suivi des groupes fondamentalistes et conservateurs implique plusieurs outils. D'une part, nous faisons le suivi de leurs activités à travers des rapports imprimés ou électroniques qui enregistrent leurs déclarations, manifestes et événements. De la même manière, nous sommes également présents dans plusieurs des espaces où ils interagissent. Nous suivons les activités de leurs leaders et leurs parcours professionnel et académique. D'autre part, des entretiens sont réalisés de manière approfondie avec des informateurs clés et des acteurs/rices impliqués dans ces organisations, nous tenons aussi des conversations informelles et nous documentons leurs d'activités. Des outils ethnographiques et d'analyse de discours sont utilisés. Finalement, nous suivons et documentons les liens entre les organisations fondamentalistes et conservatrices, leurs campagnes et réunions de coordination, leurs liens internationaux et leurs stratégies politiques, leur participation dans la vie politique (par exemple au parlement ou dans les ministères) et dans le débat public via les médias.

Les perspectives d'avenir : la restructuration des stratégies en faveur des droits contre l'intégrisme

A travers nos études, nous avons réalisé que pour ces groupes —qui se font appelés « pro-vie »— la vie n'appartient pas aux individus mais à Dieu et à leurs représentants, c'est-à-dire, le clergé, et de ce fait, les individus ne peuvent pas prendre de décision sur leur propre vie. Quant à la notion de famille, elle fait référence, uniquement, à l'union entre un homme et une femme afin de rendre manifeste le « mystère de l'amour de Dieu » par l'exercice de la sexualité à des fins reproductives.

Nous avons également compris que les groupes fondamentalistes ont réinterprété la démocratie à travers leurs propres croyances religieuses et intérêts politiques. De cette façon, ils ont réussi à justifier discursivement leur présence au sein d'organisations non gouvernementales, locales et mondiales ainsi que dans l'État. Malgré leur discours qui dit reconnaître la démocratie comme le régime de coexistence et de dialogue et qu'ils prêchent les droits humains, leurs stratégies d'imposition politiques et leurs croyances révèlent une méconnaissance de la diversité existante. La défense des lois de Dieu (la loi naturelle) ne s'adapte pas nécessairement aux problèmes sociaux des personnes.

Dans ce sens, il faut reconnaître que les groupes fondamentalistes ont peut être réussis à relier certains aspects de leurs positions aux schémas démocratiques et des droits humains au sein de certains secteurs

de la société civile. Toutefois, il est important de noter que ces liens correspondent à une stratégie discursive, mais pas à une reconnaissance des autres dans leur humanité: c'est une utilisation instrumentale du discours sur les droits. C'est pourquoi ils ont recours à une dichotomie de base qui n'est pas destinée à comprendre, mais à classer les gens par le biais de notions telles que « normal » et « anormal », « culture de la vie » et « culture de la mort ».

PROMSEX a réussi à diffuser les informations de l'enquête menée auprès des groupes pro-droits du pays et de la région et a également réussi à donner une grande importance à l'étude, rigoureuse et systématique, des actions des conservateurs/rices et des fondamentalistes.

Malgré les progrès réalisés dans l'étude des groupes religieux fondamentalistes, il reste à explorer la façon dont les ailes conservatrices du catholicisme se sont appropriées la bioéthique, pour construire des arguments médicaux et juridiques contre l'avortement, l'euthanasie, la procréation assistée et l'utilisation de la contraception. À cet égard, nous notons que les groupes fondamentalistes sont en train d'adapter leurs stratégies et leurs discours médicaux, politiques et juridiques en utilisant les liens entre la bioéthique et la loi naturelle que les Conseils pontificaux du Vatican ont établi.

La relation entre le fondamentalisme religieux et la bioéthique exige que l'agenda pour les droits sexuels et reproductifs formule des stratégies dynamiques, sur base de la connaissance du discours sur la vie et la bioéthique. Pour cela, il est nécessaire de continuer à observer, décrire et comprendre les fondamentalismes religieux.

Pour en savoir plus :

[Boletín Informativo del Observatorio de los Grupos Anti-derechos y Cuerpo y Derechos](#), Observatorio de los grupos Anti-derechos, PROMSEX, Lima, Pérou.

[Centro de Documentación de Bioética](#), Departamento de Humanidades Biomédicas de la Universidad de Navarra, Pamplone, Espagne.

Luna, Florencia. *Bioética. Nuevas reflexiones sobre debates clásicos*. Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2008.

Otto, Rudolf. *Lo santo, lo racional y lo irracional en la idea de Dios*. Madrid, Alianza Editorial, 1980.

Perez-Tamayo, Ruy. *La construcción de la bioética*. Mexique, Fondo de cultura económica, 2007.

Romero, Catalina. *Religión y espacio público*. Lima, Centro de Investigaciones Sociológicas, Económicas, Políticas y Antropológicas, PUCP, 2008.

Brève notice biographique des auteurs/les :

Jaris Mujica réalise un doctorat en science politique à la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP), où elle a également obtenu une maîtrise en sciences politiques et une licence en anthropologie. Elle a remporté de nombreux prix et bourses de recherche, dont le Prix de l'Assemblée nationale des recteurs, la bourse Andina del IFEA et la bourse Investigación del Colegio Mexiquense. Elle est l'auteure de « El mercado negro » (2008), « Economía política del cuerpo » (2007), rédacteur en chef de « Después de Michel Foucault » (2006) ainsi que de nombreux articles et chapitres de livres. Elle s'est spécialisée dans les questions d'anthropologie politique, d'ethnographies de l'Etat, la criminalité, la corruption et le fondamentalisme. Elle a enseigné à l'Université de San Marcos et à l'Université jésuite Antonio Ruiz de Montoya. Elle est actuellement professeure du master en science politique de la PUCP et est chercheuse associée du Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos (Centre pour la promotion et la défense des droits sexuels et reproductifs, PROMSEX).

Mauricio Cerna possède une maîtrise en anthropologie de l'Université catholique pontificale du Pérou. Actuellement, il y poursuit également une maîtrise en histoire dans le cadre du Programme d'études andines. Il a réalisé plusieurs recherches sur l'anthropologie politique et la religion. Il est membre de l'Observatorio de Grupos Conservadores del Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos (PROMSEX). Il intègre également l'équipe de recherche du Seminario de Estudios Narrativos, Centro de Investigaciones Sociológicas, Económicas, Políticas y Antropológicas (Séminaire d'études narratives, Centre de recherche sociologique, économique, politique et anthropologie (CISEPA), à l'Université catholique pontificale du Pérou. Il a récemment remporté le Premio de Egresados de Antropología (Prix des diplômés d'anthropologie).

Brève notice biographique de l'organisation :

PROMSEX est une organisation non gouvernementale qui défend la promotion et la protection des droits sexuels et reproductifs et une société libre de toutes formes de discrimination et de violence dans laquelle les femmes et les hommes peuvent exercer leur citoyenneté et où leurs droits sont garantis. PROMSEX vise à contribuer à l'élimination de toutes les formes de discriminations qui empêchent le plein exercice des droits humains qui garantissent une reproduction libre et éclairée ainsi que d'une sexualité agréable et sécurisée grâce à l'équité de genre, l'autonomisation des femmes, la réalisation de masculinités non-sexistes, le développement de l'exercice de la citoyenneté et l'élimination de la violence de genre.

www.promsex.org

Notes de fin :

¹ Suivant l'exemple d'un moratoire universel sur la peine de mort proposée par Amnesty International et adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2007, des politiques fondamentalistes catholiques italiens ont lancé le Moratoire mondial sur l'avortement qui vise à modifier la Déclaration universelle des droits humains pour y inclure la protection de la vie « dès sa conception jusqu'à sa mort naturelle ».

² Note de la rédaction : Il s'agit d'organisations laïques. Ces organisations créent un flou quant à ce qui est du ressort du « laïc » et du « religieux » parce que leur mandat est explicitement religieux, mais leur adhésion est ouverte aussi bien aux membres du clergé qu'aux catholiques ne faisant pas partie du clergé (c'est-à-dire les laïcs).

³ [El Opus Dei en el Perú](#), Site web Opus Dei, 25 septembre 2006.

⁴ Les centres éducatifs de l'Opus Dei se caractérisent par leur élitisme. Parmi ses institutions, les plus remarquables sont l'Université de Piura, le Collège Salcantay (pour les femmes) et l'Alpamayo (pour les hommes).

⁵ Parmi les principaux membres et sympathisants de l'Opus Dei, nous pouvons citer Rafael Rey (ex-membre du Congrès et ministre de la production), Luis Solari (ancien membre du Congrès, ministre de la Santé et le Premier ministre), Fernando Carbone (ancien ministre de la Santé) et [Fabiola Morales](#) (Vice-présidente du Congrès et du groupe Action mondiale des parlementaires pour la vie).

⁶ Par exemple le projet Condoray qui vise à « éduquer les gens par l'assimilation des valeurs chrétiennes et humaines, des coutumes et d'un mode de travail, influençant positivement les familles de la vallée (de Nazca) ». Un autre projet est celui de Valle Grande, où une ONG a été fondée et se dédie à « mener des recherches et le transfert de technologies de production ».

⁷ [¿Qué es el Sodalicio?](#) (Qu'est-ce que le Sodalicio?) Site web Sodalitium Christianae Vitae - Région du Pérou, 10 novembre 2009.
SVC est une société de vie apostolique, groupe catholique d'hommes et de femmes qui poursuivent des buts en communs. Les membres des sociétés apostoliques peuvent être des laïcs et n'ont pas nécessairement prononcé de vœux religieux. Une communauté a besoin de l'approbation de l'évêque du diocèse pour pouvoir opérer et ce type d'organisation est définie par le Droit canonique. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_de_vie_apostolique.)

⁸ [Agencia Católica de Informaciones](#) qui fournit des informations sur l'Amérique latine.

⁹ Pour en savoir plus sur l'annulation du protocole de l'avortement thérapeutique à Arequipa, voir le cas du Foro Regional por los Derechos Sexuales y Reproductivos (Forum régional sur les droits sexuels et reproductifs).

¹⁰ Récemment, le second tribunal civil de Lima a statué en faveur de la distribution gratuite de la PCU aux femmes pauvres, mais l'ONG fondamentaliste Ala sin Compromiso ne cesse dans ses efforts pour imposer ses croyances religieuses à travers des politiques publiques et a fait appel de la sentence.

¹¹ De notre point de vue, l'environnement réglementaire ne peut être compris en dehors des pratiques quotidiennes qui sont fondées sur des coutumes ou des conventions sociales.

¹² Le MINSA a eu des ministres, vice-ministres et des conseillers ministériels appartenant à CEPROFARENA et avec des liens étroits avec l'Opus Dei, le Sodalicio et Vida Humana Internacional.

¹³ MUJICA, Jaris. [Economía política del cuerpo: la reestructuración de los grupos conservadores y el biopoder](#). Lima, Pérou, PROMSEX, 2007.

¹⁴ La notion d'anti-droits se réfère au paradigme naturaliste (monolithique et non-inclusif) des groupes fondamentalistes, par opposition à une approche par processus, qui permet que le domaine de la réglementation corresponde au principe de la perfectibilité des lois.